



« Innovation et internationalisation, les deux clés du développement des PME. »



**Jean VAYLET,**  
président de la CCI de Grenoble

L'année qui s'achève aura été marquée par une croissance en berne et une envolée du chômage dans les économies avancées.

En Isère, le commerce de détail subit les effets du faible niveau de consommation des ménages, et la construction fait face aux conséquences liées à l'arrêt des dispositifs de soutien au secteur. Dans ce contexte, les créations d'entreprises diminuent et les défaillances repartent à la hausse en 2012, après avoir stagné l'an dernier.

Pour autant, **il n'est pas question de céder à un pessimisme exacerbé** : le moral des chefs d'entreprise se redresse légèrement et les perspectives d'avenir paraissent moins sombres qu'il y a quelques mois en arrière. Notre département résiste mieux que ses voisins à la montée du chômage et les échanges extérieurs devraient se situer cette année à un niveau proche de celui enregistré en 2011.

Sur ce dernier point, **la crise que traversent l'Union européenne et la zone euro rebat les cartes du commerce international**. Cela se traduit en Isère par un repli des exportations vers l'Allemagne et l'Italie, nos principaux partenaires économiques, tandis que celles à destination des Etats-Unis et de la Chine progressent.

Ces pays, qui bénéficient de marchés intérieurs particulièrement dynamiques, constituent pour nos entreprises des relais de croissance supplémentaires sur lesquels elles peuvent s'appuyer pour se développer à l'international.

Par ailleurs, le rapport Gallois et l'instauration du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) par le gouvernement font aussi de l'innovation l'une des clés permettant aux entreprises de sortir de l'ornière dans laquelle elles se trouvent.

En témoigne notamment l'enquête menée par l'Insee, avec l'ARDI et la CCI Rhône-Alpes, qui montre qu'au plus fort de la crise économique, entre 2008 et 2010, le chiffre d'affaires réalisé par les PME innovantes de la région a été, en moyenne, supérieur de 70 % à celui des entreprises non innovantes.

L'**innovation** et l'**ouverture à l'international** sont donc, pour les entreprises, à la fois des **facteurs de développement de leurs débouchés**, de **renforcement de leur compétitivité** et un **levier de croissance**.

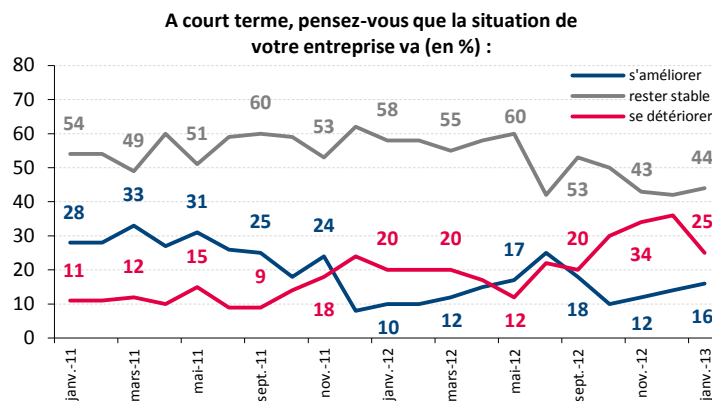
2013 s'ouvre enfin sur la **réforme du marché du travail** grâce à l'accord conclu récemment entre les confédérations syndicales et patronales. Celui-ci comporte deux volets, l'un qui consacre de nouveaux droits aux salariés, l'autre une plus grande flexibilité pour les employeurs, et place aujourd'hui la France en haut des standards européens pour un **modèle économique et social au service de l'emploi**.

Avec cet accord et le CICE, nos entreprises peuvent désormais espérer amorcer un nouveau dialogue social pour reconquérir leur compétitivité.

**Le climat des affaires se redresse légèrement**

Interrogés début janvier 2013, les chefs d'entreprise isérois font état d'un climat des affaires qui s'améliore légèrement.

La part des dirigeants de TPE-PME anticipant une amélioration de la situation de leur entreprise gagne 2 points par rapport à décembre 2012, pour s'établir à 16 %. Cette tendance fait suite à un **redressement intervenu au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2012**. En parallèle, la proportion d'entrepreneurs qui prévoient une détérioration perd 11 points et s'élève à présent à 25 %. A noter, toutefois, que 15 % des chefs d'entreprise interrogés préfèrent ne pas se prononcer sur leurs perspectives d'activité, signe d'un manque de visibilité à court terme. Cette part est par ailleurs en progression de 7 points par rapport au dernier baromètre.



Selon la Banque de France, l'activité en région Rhône-Alpes reste globalement dégradée compte tenu d'une demande atone. Au-delà de ce constat, **les anticipations sont plus optimistes** et tablent sur **une reprise du courant des affaires**. D'une part, dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques, les carnets de commandes sont moins dégarnis. D'autre part, dans les services marchands, l'amélioration de l'activité pourrait s'accompagner de quelques embauches.

**En haut de l'affiche...**

- **Rolls-Royce Civil Nuclear SAS**, leader de l'année du palmarès des entreprises du magazine *Présences*.
- **Grenoble** au 2<sup>e</sup> rang des agglomérations de moins de 500 000 habitants où il fait bon innover selon *L'Express*.
- **L'Isère**, 1<sup>re</sup> destination touristique de montagne préférée des Français d'après *TNS Sofres*.

## Les secteurs d'activité en bref

### Une situation économique disparate dans l'artisanat

L'artisanat en région grenobloise compte **12 801 entreprises, y compris auto-entrepreneurs, inscrites au répertoire des métiers** de la CMA de l'Isère au 30 novembre 2012, contre 12 152 fin 2011. Le bâtiment est le premier secteur d'activité avec 42,1 % des entreprises artisanales, loin devant le transport, la réparation et les services (29,9 %) et l'alimentation (10,9 %).

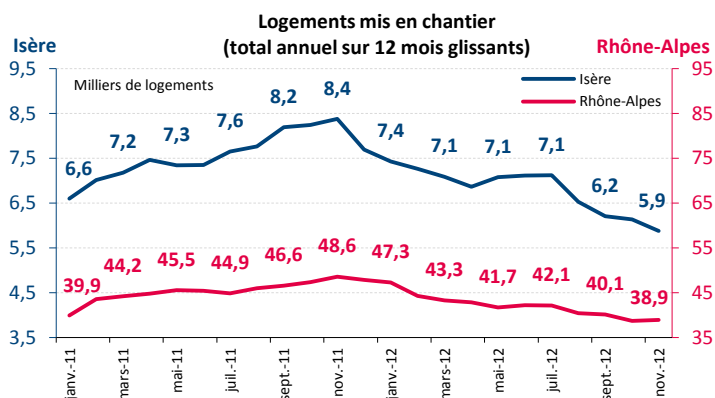
De plus, le secteur de la construction reste également le premier en termes de créations avec 825 immatriculations enregistrées entre janvier et novembre 2012, ce qui représente près d'une création d'entreprise artisanale sur deux. Au total, on dénombre **1 837 nouvelles entreprises, y compris auto-entrepreneurs, créées en région grenobloise** depuis le début de l'année 2012.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, **le niveau d'activité dans l'artisanat isérois devrait se maintenir**, tout comme le chiffre d'affaires pour une majorité d'entreprises (53 %). Ce constat masque cependant des inégalités selon les secteurs d'activité concernés : les prévisions sont orientées à la baisse dans l'alimentation, le bâtiment et les services, contrairement à la fabrication où la situation économique semblerait s'améliorer.

Le ralentissement de l'activité observé au cours de l'année 2012 remet aujourd'hui en question la rentabilité des entreprises artisanales et pèse de plus en plus sur leur santé financière. Cette situation conduit logiquement à anticiper une dégradation de la trésorerie pour plus d'un tiers des artisans (source : CMA de l'Isère, Avisé).

### La morosité gagne le secteur de la construction

Après le point le plus haut de novembre 2011, le secteur de la construction a connu une **forte baisse d'activité en 2012**. En novembre 2012, 5 878 logements ont fait l'objet d'une mise en chantier en Isère au cours des douze derniers mois, soit une baisse de 29,8 % en rythme annuel. Bien que le département s'inscrive en net repli par rapport à l'évolution observée en Rhône-Alpes (38 900 logements ; - 19,9 %), celui-ci conserve malgré tout le 2<sup>e</sup> rang régional pour le nombre de mises en chantier.

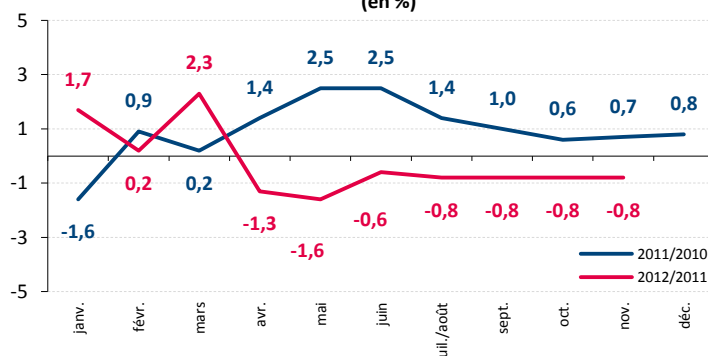


Du côté de l'immobilier d'entreprise, on dénombre plus de 101 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activité mis en chantier en Isère au 3<sup>e</sup> trimestre 2012. Le département représente ainsi **15,4 % des surfaces commencées en Rhône-Alpes** (656 000 m<sup>2</sup>).

### L'activité commerciale marque le pas en 2012

Depuis le début de l'année, en région grenobloise, l'activité dans le **commerce de détail montre quelques signes de faiblesse**. Après avoir progressé au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (+ 2,3 % en valeur), le chiffre d'affaires des commerçants indépendants s'est ensuite contracté au 2<sup>e</sup> trimestre (- 3,5 %), en raison notamment d'un mois d'avril particulièrement mal orienté dans l'équipement de la personne. Le 3<sup>e</sup> trimestre témoigne pour sa part d'un tassement de l'activité dans l'ensemble de la circonscription (- 1,2 %).

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail (en %)



Source : CCI de Grenoble, Observatoire des CA du commerce.

En cumul sur onze mois, le chiffre d'affaires global diminue de 0,8 % en région grenobloise (Rhône-Alpes : - 1,1 %). Cette évolution doit toutefois être relativisée étant donné le contexte économique général et la **stagnation de la consommation** des ménages français en 2012 (- 0,2 %).

### Bilan positif pour le tourisme isérois

Au même titre que la tendance nationale, la **saison estivale 2012 s'est achevée sur une note en demi-teinte** pour les professionnels du tourisme isérois.

Le taux d'occupation des hébergements marchands (39 %) et le nombre de nuitées (2,8 millions) s'inscrivent tous deux en baisse par rapport à l'été 2011. Si le mois de juillet s'est avéré très décevant avec un nombre de séjours marchands en baisse de 7 % sur un an, le mois d'août a réussi à inverser la tendance grâce aux réservations de dernière minute. Les séjours marchands ont progressé de 2 % et plus de 1 million de nuitées ont été enregistrées sur les trois premières semaines d'août.

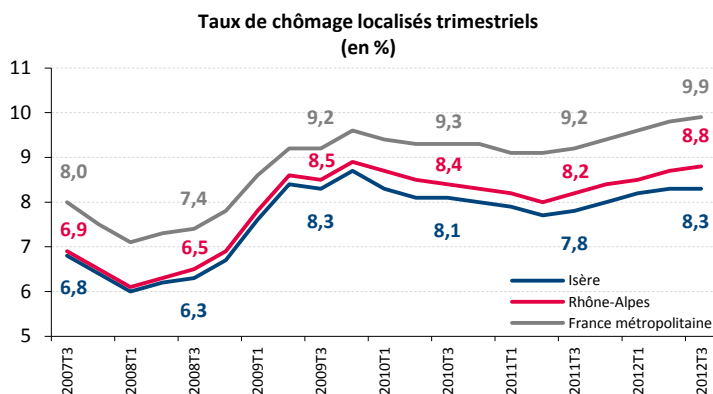
L'arrivée de la neige en abondance début décembre a permis aux stations d'ouvrir leurs domaines skiables plus tôt que prévu. Par ailleurs, Noël et le Jour de l'An tombant cette année en milieu de semaine, le calendrier a été particulièrement favorable aux week-ends prolongés.

Ainsi, **les stations iséroises ont très bien démarré la saison d'hiver** avec une fréquentation exceptionnelle au cours des vacances de Noël (65 % ; + 12 points par rapport à la moyenne des cinq dernières saisons). Les prévisions pour la suite de la saison d'hiver 2012-2013 sont jugées correctes pour le mois de janvier et les vacances de février. En effet, les taux de réservation sont plus ou moins encourageants selon les modes d'hébergement ou les stations de ski. En revanche, les vacances de Pâques ont de quoi inquiéter les professionnels du secteur du fait de leur calendrier tardif (du 13 avril au 12 mai 2013) et vont constituer une difficulté majeure pour la fin de saison (source : Observatoire Isère Tourisme).

## Panorama de l'économie locale

### L'Isère résiste mieux à la montée du chômage

Fin décembre 2012, le département de l'Isère comptait **52 917 demandeurs d'emploi de catégorie A**. Ce nombre augmente de 9,7 % sur un an. L'essentiel de la croissance est dû à la hausse du chômage chez les personnes ayant entre 25 et 49 ans (+ 7,8 %). En Rhône-Alpes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 11,3 % sur un an (+ 10 % en France métropolitaine).

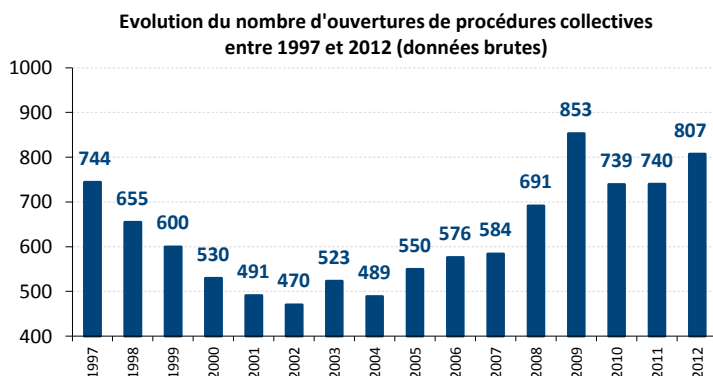


Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT.

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2012, **l'Isère échappe à une nouvelle augmentation du taux de chômage**. Celui-ci reste inchangé par rapport au trimestre précédent à 8,3 % de la population active (+ 0,5 point sur un an) et compte parmi les moins élevés de Rhône-Alpes, après l'Ain (7,2 %), la Haute-Savoie (7,6 %) et la Savoie (7,8 %). Le taux de chômage régional progresse de 0,6 point par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2011, pour s'établir à 8,8 % (France métropolitaine : 9,9 % ; + 0,7 point).

### ... Et plus de défaillances

Sur l'ensemble de l'année, le Tribunal de commerce de Grenoble a prononcé 199 redressements judiciaires, 564 liquidations et 44 plans de sauvegarde. Au total, en 2012, **le nombre de procédures collectives ouvertes en région grenobloise s'élève à 807**, contre 740 l'an dernier. Ce nombre reste néanmoins inférieur au record de 2009 atteint en pleine crise (853 procédures).

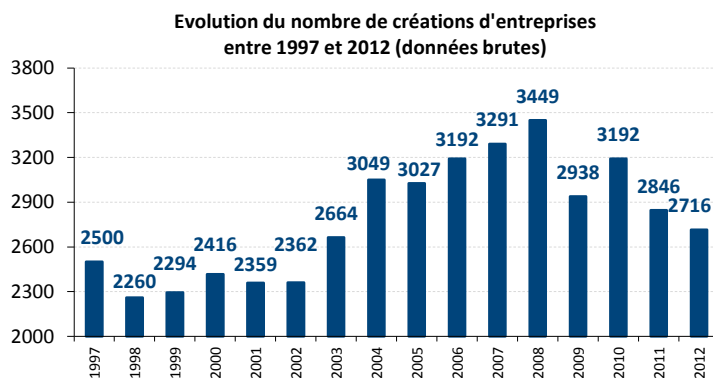


Source : Tribunal de commerce de Grenoble.

La **construction** est le **premier secteur touché** par les ouvertures de procédures collectives avec 21,3 % des jugements, en forte hausse sur un an (172 procédures ; + 26,5 %). Quant à l'industrie manufacturière, elle fait mieux que résister avec des défaillances en nette baisse en 2012 (57 jugements ; - 21,9 %), soit son plus bas niveau enregistré depuis 2008.

### Moins de créations d'entreprises...

En 2012, on observe un **recul global de la création d'entreprises**, hors auto-entrepreneurs, en région grenobloise. Ainsi, **2 716 entreprises ont été créées** au cours de l'année, dont 1 964 créations pures, soit des baisses respectives de 4,6 % et 1 % par rapport à 2011. Au niveau national, l'évolution des créations sur les douze derniers mois, hors auto-entreprises, est comparable (- 6 %).



Source : CCI de Grenoble, RCS, comparaison des données provisoires, janvier 2013.

Les créations d'entreprises diminuent dans tous les secteurs d'activité, à l'exception du commerce de gros (+ 2,2 %) et des services aux entreprises (+ 1,3 %). **C'est dans l'industrie et les services aux particuliers que l'on enregistre les plus fortes baisses** (- 13,7 % et - 13,2 %), tandis que les créations dans les secteurs du BTP et du commerce de détail se contractent au même rythme (- 5 %).

### Légère perte de vitesse du commerce extérieur

Malgré une décélération progressive de l'activité économique au cours de l'année, le commerce extérieur isérois devrait se situer en 2012 à un **niveau proche de celui observé l'an dernier**.

Sur les trois premiers trimestres de l'année, les exportations s'établissent à 7,7 milliards d'euros, soit une très légère baisse de 0,2 % par rapport aux mêmes trimestres de 2011. Le département de l'Isère conserve ainsi sa 2<sup>e</sup> place régionale pour les exportations (21,4 % de part de marché), derrière le Rhône (32,9 %) et devant l'Ain (14,5 %). Depuis le début de l'année, **les exportations vers la zone euro contribuent fortement à cette baisse** (Allemagne et Italie en tête), tandis que celles à destination des Etats-Unis et de la Chine progressent. Par produit, c'est le recul des ventes à l'étranger de produits chimiques et d'équipements pour automobiles qui pèse sur les exportations.

Le montant des importations, de janvier à septembre 2012, s'élève à près de 7,1 milliards d'euros, en diminution de 2,8 % sur un an. Ce repli s'explique notamment par la **baisse des achats de matériels de transport et de produits métallurgiques**. L'Union européenne demeure le principal fournisseur des entreprises iséroises avec 65,9 % du montant total des importations.

Enfin, l'excédent commercial cumulé sur les trois premiers trimestres de 2012 s'établit à 630 millions d'euros, contre 440 millions d'euros pour la période correspondante de 2011.

## La parole aux professionnels

« Notre département s'en sort mieux que bien d'autres régions. »

**Emmanuel BREZIAT,**  
délégué général du Medef Isère

**Bilan de l'année 2012 :** Dans la plupart des secteurs, le début de l'année 2012 a été plutôt bon : nous avons observé un tassement de l'activité à partir du mois de mai et un fléchissement plus accentué depuis l'été. Le dernier trimestre a été plus difficile même si la consommation a assez bien tenu.

Notre département s'en sort mieux que bien d'autres régions. Notre taux de chômage, inférieur d'un point à la moyenne nationale, est là pour en témoigner. **Notre tissu de PME, nos navires amiraux et nos start-up représentent un atout considérable.** Les entreprises qui ont une situation financière solide devraient passer 2013 sans grandes difficultés, de la même façon pour celles qui sont à l'export. La balance commerciale iséroise est positive avec un taux de couverture de 113 %, contre 88 % au niveau national et nous disposons de vrais talents entrepreneuriaux.

Le choc fiscal, et psychologique, que les entrepreneurs ont subi n'est pas étranger à la dégradation de la conjoncture. Sur le terrain, nous avons constaté la réduction ou la remise en cause de beaucoup de projets d'investissements. A long terme, cette fiscalité dissuasive et instable est un poison dangereux. Dans une économie ouverte, décourager ou faire fuir les entrepreneurs revient à tuer l'avenir. Si les efforts doivent être partagés, nous devons retrouver le chemin de la raison dans ce domaine.

**Perspectives 2013 :** L'année qui s'ouvre sera une année difficile : les anticipations convergent et tout le monde s'y prépare. Les hausses d'impôts risquent d'impacter la consommation. Quant aux entreprises, elles doivent restaurer leurs marges et retrouver un peu de visibilité avant de relancer leurs investissements. A ce stade, espérons simplement pouvoir éviter une récession. **Les outils classiques de relance sont usés d'avoir trop servis** et, paradoxalement, cela est une chance : nous sommes désormais contraints de traiter les vrais problèmes.

De ce point de vue, nous avons **plusieurs raisons d'espérer.** Le **Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** tout d'abord. Il est inférieur à ce que nous demandions (20 milliards d'euros) et ne compense que partiellement les prélèvements supplémentaires réalisés sur nos entreprises depuis 2010 (30 milliards d'euros). Il va cependant clairement dans le bon sens et va redonner un peu d'oxygène à nos entreprises. Il témoigne également d'une prise de conscience que le MEDEF appelle de ses vœux depuis des années. Notre salut passe en effet par la compétitivité de nos entreprises.

En outre, nous avons un **potentiel d'économies en termes de dépenses publiques** considérable, sans remettre en cause pour autant notre modèle. Nous mettre simplement au niveau de l'Allemagne (46 % du PIB, contre 56 % en France) reviendrait à économiser 200 milliards d'euros. En six ou sept ans, cet objectif est atteignable et constituerait à terme un formidable carburant de croissance.

Enfin, l'**accord sur le marché du travail**, que nous avons trouvé avec les partenaires sociaux va faciliter la vie de nos entreprises. Il est véritablement porteur d'espoir et d'avenir. C'est pourquoi nous sommes « conjoncturellement » pessimistes, mais « structurellement » optimistes.

**Emmanuel BARRAS,**  
président du Comité local des banques Isère

**Bilan de l'année 2012 :** Les banques constatent globalement une dégradation de l'activité de leurs clients, avec malgré tout des particularités : les grandes et moyennes surfaces ont bien résisté, les entreprises qui exportent fortement ou qui vendent des produits innovants maintiennent leur activité, mais pour les autres qui représentent la grande majorité des entreprises, les activités sont en baisse. Le secteur du bâtiment souffre particulièrement.

La situation financière des entreprises s'est détériorée et **les chefs d'entreprise restent très vigilants sur la gestion de leur trésorerie** qui conserve toutefois un bon niveau. Le frein aux investissements productifs, la baisse des charges, la gestion rigoureuse du besoin en fonds de roulement sont autant de facteurs de soutien dans ce domaine. A noter par ailleurs que les grandes entreprises résistent mieux que les PME ou TPE qui sont beaucoup plus fragilisées par la crise actuelle.

**Perspectives 2013 :** Unanimité sur la baisse des carnets de commandes en ce début d'année et sur le manque de visibilité sur un horizon court, contribuant au recul du chiffre d'affaires et des investissements. Néanmoins, les mesures de soutien décidées par le gouvernement et la bonne tenue des marchés à l'exportation pourraient amener une légère embellie.

**Préoccupations :** La mise en œuvre progressive des **règles prudentielles de Bâle 3** (nouveaux ratios de solvabilité et de liquidité), même si celles-ci semblent pouvoir être assouplies, fait peser sur les banques des **contraintes importantes de liquidité** qui pourraient, en cas de reprise de l'économie et de l'investissement, rendre difficile l'accès au financement. A cela s'ajoutent les nouvelles règles sur le livret A qui ponctionnent, par la centralisation d'une partie de l'épargne, des liquidités qui ne peuvent plus servir au financement des investissements régionaux.

**Faits marquants :** D'une manière générale, notre territoire est resté dynamique en matière de recherche au travers des pôles de compétitivité. L'investissement public, qui est normalement un facteur de soutien important de l'économie, a été réduit sensiblement en raison de la dégradation des situations financières des collectivités et du renchérissement du coût du crédit.

## La parole aux professionnels



**Emmanuel ROY,**  
chargé de mission

**Bilan de l'année 2012 :** Après un début d'année prometteur en volume pour l'ensemble du BTP, l'année 2012 a connu un brusque retournement au 2<sup>e</sup> trimestre pour finalement s'inscrire en récession. Les chiffres de fin d'année confirment cette tendance avec, par exemple, une **chute de près de 30 % des mises en chantier de logements** sur douze mois glissants.

**Perspectives 2013 :** En 2013, bon nombre d'entreprises du BTP tenteront de **ne plus s'appauvrir dans un contexte économique très serré** et à ce jour peu encourageant : baisse du chiffre d'affaires, des investissements, des effectifs et des trésoreries plus fragiles que l'an dernier (20 jours en moyenne).

**Préoccupations :** Les nombreux changements voulus par les législateurs avec leur batterie de nouveaux dispositifs sont autant de préoccupations qui auront, à n'en pas douter, des effets sur l'activité du BTP. En outre, l'opportunité majeure pour le secteur et l'économie iséroise serait d'inscrire au Schéma national des infrastructures de transport le prolongement de l'autoroute A51 suite aux annonces faites sur ce dossier par le président du Conseil général de l'Isère.

**Faits marquants :** Dans le bâtiment, l'activité sera en partie conditionnée par la réussite du mécanisme de soutien à l'investissement locatif. En ce qui concerne les travaux publics, les entreprises subissent, par effet ricochet, les tergiversations liées à la mise en place de la co-entreprise de la Banque Postale et de la Caisse des Dépôts dédiée au financement des collectivités locales.



**Yvan MORYUSSEF,**  
président Isère

**Bilan de l'année 2012 :** L'année 2012 est en rupture par rapport à 2011. **Le volume des transactions est en forte chute.** Les locations sont également impactées avec un taux de vacance élevé et des loyers à la baisse. L'immobilier d'entreprise, directement lié à l'activité économique, n'y échappe pas non plus.

**Perspectives 2013 :** En l'absence d'une reprise économique capable d'inverser la courbe du chômage, de mesures fiscales incitatives et d'aides à l'accession à la propriété pour les primo-accédants, l'année 2013 risque d'être difficile. Les perspectives portant sur les investissements et les effectifs salariés sont orientées à la baisse.

**Préoccupations :** Au niveau national, l'actualité réglementaire avec l'annonce faite par le ministre de l'Égalité des territoires et du Logement concernant une **loi-cadre sur le logement** pour 2013. Au niveau local, le maintien des effectifs étudiants dans le parc locatif, le renouveau de la dynamique économique par la résolution des difficultés de transport.

**Faits marquants :** La périurbanisation qui, malgré une volonté des politiques locales de l'habitat de densifier les centres urbains, continue à se développer. À suivre enfin la **« poussée économique » du Nord-Isère** avec la mise en place du pôle métropolitain du Grand Lyon qui **risque de reléguer l'agglomération grenobloise au second plan** si rien n'est fait.



**Jean-Yves AUBERT,**  
secrétaire général Isère

**Bilan de l'année 2012 :** Alors que les prévisions tablaient sur une stagnation de l'activité, la réalité est tout autre. L'activité a en effet diminué de près de 2 % dans la rénovation, comme dans le neuf, avec une accélération de la chute sur le 2<sup>nd</sup> semestre 2012.

**Perspectives 2013 :** Pour l'année 2013, il est prévu une **baisse d'activité de 2,5 %** pour le neuf et au mieux un maintien dans les secteurs de l'entretien et de la rénovation. Ce contexte traduit notamment une diminution du pouvoir d'achat et une baisse du moral des consommateurs.

**Préoccupations :** L'augmentation du coût des matériaux, l'effondrement des prix sur les marchés publics de l'ordre de 30 %, les **difficultés dans les relations avec les banques** sont autant de facteurs qui pèsent très sensiblement sur la marge des entreprises. Compte tenu du faible niveau de trésorerie depuis trois ans, cette situation pourrait conduire à une poursuite des défaillances des petites entreprises et donc à des licenciements.

**Faits marquants :** Le marché de la performance énergétique, source de rebond potentiel, fait l'objet d'annonces incertaines, sans mesures concrètes. L'arrêt des dispositifs de soutien au secteur (Loi Scellier), le relèvement du taux de TVA à 10 % en 2014, la taxation des heures supplémentaires, etc. font de l'artisanat du bâtiment non seulement le secteur oublié des mesures de relance, mais aussi l'un des secteurs les plus taxés.



**Gilles DESVAQUET,**  
directeur territorial

**Bilan de l'année 2012 :** Le taux de chômage du département se situe dans la moyenne de la région. La zone d'emploi de Grenoble a un taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 de 7,9 %, soit un niveau inférieur à celui enregistré en Isère. En rythme annuel, **les hommes subissent plus la montée du chômage que les femmes** et le taux de chômage de longue durée progresse sur un an.

**Perspectives 2013 :** Le ralentissement de l'économie se ressent par l'évolution positive du nombre de demandeurs d'emploi. Le département subit pour le 5<sup>e</sup> mois consécutif une hausse du volume de demandeurs d'emploi en catégorie A. La reprise enregistrée fin 2009, et qui s'est poursuivie en 2010, a depuis connu un coup d'arrêt au niveau régional et dans une moindre mesure en Isère. L'année 2013 ne s'annonce pas comme l'année de l'inversion de tendance, bien au contraire.

**Préoccupations :** **La baisse de l'emploi salarié touche tous les secteurs d'activité.** L'Isère enregistre une perte de 1,2 % sur un an, alors que Rhône-Alpes voit ses effectifs se stabiliser (+ 0,1 %). Depuis 2008, les services, hors intérim, enregistrent une progression des effectifs, tandis que l'industrie, la construction, le commerce et l'intérim ne parviennent pas à compenser les pertes subies.

## La parole aux professionnels



Marc MAYET,  
président

**Bilan de l'année 2012 :** En 2012, les professionnels du secteur voient leur chiffre d'affaires baisser par rapport à 2011 et constatent, de manière plus globale, une aggravation de la situation financière de leur entreprise.

**Perspectives 2013 :** Pour le début de l'année 2013, les perspectives sont plutôt négatives dans l'horlogerie, la bijouterie, la joaillerie et l'orfèvrerie au regard de la situation économique actuelle.

**Préoccupations :** La hausse sensible des cours de l'or suscite les convoitises et par là-même une insécurité grandissante pour les commerçants, leurs employés et les clients. La **fiscalité plus que jamais incertaine fige la consommation**. Le développement du e-commerce peut être un outil à double tranchant.

**Faits marquants :** L'année 2012 aura été marquée par la **multiplication des travaux dans Grenoble et son agglomération** avec des conséquences sur la qualité des déplacements que ce soit pour les clients et le personnel. Année également « noire » pour la sécurité des commerces de proximité.



Alain MANUEL,  
président

**Bilan de l'année 2012 :** L'année 2012 s'achève sur une dégradation de la situation des entreprises par rapport à 2011. Dans un contexte de baisse des volumes écoulés, les marges sont de plus en plus faibles. Les entreprises sont confrontées à une santé financière fragilisée qui pèse particulièrement sur les effectifs salariés.

**Perspectives 2013 :** Au regard de la conjoncture économique actuelle, les professionnels de l'automobile sont moyennement pessimistes pour les mois à venir. Le chiffre d'affaires et les investissements devraient se maintenir en début d'année. En revanche, les tendances de consommation dans le secteur, déjà orientées à la baisse en 2012, devraient se renforcer en 2013.

**Préoccupations :** Actuellement, la visibilité des entreprises en termes d'activité se trouve fortement réduite. Par ailleurs, **les constructeurs ont poussé les stocks de véhicules neufs** auprès des concessionnaires, alors que l'on enregistre une baisse globale des commandes.

**Faits marquants :** Trois événements majeurs sont susceptibles de marquer l'année 2013. D'une part, la vitesse de la reprise de la consommation. D'autre part, la **montée en puissance de l'équipement en bornes de recharge électrique** qui pourrait donner un second souffle au secteur. Enfin, la fiscalité automobile avec les bonus/malus et la taxe sur les surfaces commerciales qui pourraient fausser le marché.

Le Bilan de conjoncture de la région grenobloise n°27 - janvier 2013.

Une publication de l'observatoire économique de la CCI de Grenoble. Dépôt légal janvier 2005. ISSN n° 1771-8015.

**Coordination :** CCI de Grenoble Information Economique / Communication. **Rédaction :** Marilyne Girard [marilyne.girard@grenoble.cci.fr](mailto:marilyne.girard@grenoble.cci.fr), Florian Roulle [florian.roulle@grenoble.cci.fr](mailto:florian.roulle@grenoble.cci.fr).

**Enquêtes :** début janvier 2013 auprès de 20 organisations professionnelles et du 19 décembre 2012 au 10 janvier 2013 pour l'enquête de conjoncture des CCI de Rhône-Alpes - réalisées par le service marketing CCI de Grenoble. **Crédit photos :** CCI de Grenoble - Medef 38 - FBF Isère - FBTP 38 - Capeb 38 - Fnaim Isère - Pôle Emploi Isère - FHBIO Isère - CNPA Isère.

**Conception graphique, réalisation :** Services Communication et Information Economique, CCI de Grenoble. **Impression :** CCI de Grenoble.

**Remerciements :** La Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble remercie les entreprises du panel Présences, du panel régional de conjoncture, les membres élus de la CCI de Grenoble, les organisations professionnelles et tous les fournisseurs d'informations ayant permis, par leur contribution, la réalisation de ce bilan de conjoncture.

Chambre de commerce et d'industrie

1 place André-Malraux - BP 297 - 38016 Grenoble Cedex 1 - France

T. 04 76 28 28 28 - F. 04 76 28 27 27 - [information.economique@grenoble.cci.fr](mailto:information.economique@grenoble.cci.fr) [www.grenoble.cci.fr](http://www.grenoble.cci.fr)

## Perspectives 2013

« Rétablir le taux de marge des entreprises. »

L'accord conclu lors du sommet européen de Bruxelles de décembre 2012 confie la supervision des banques européennes à la Banque centrale et constitue un premier pas vers l'union bancaire.

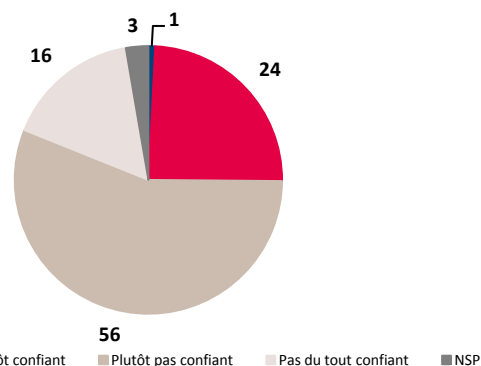
Le programme de rachat des dettes souveraines et l'adoption des règles de recapitalisation directe des banques contribuent ainsi à **rétablir la confiance dans le secteur bancaire** au sein de la zone euro.

Ce nouveau cadre réglementaire joue en faveur d'une baisse des incertitudes et devrait s'étendre progressivement à l'ensemble de l'économie réelle en 2013 via le marché bancaire et l'**assouplissement des conditions d'octroi de crédit**.

A moyen terme, **les perspectives économiques de la France restent cependant difficiles**. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, l'activité se contracterait (- 0,2 %), avant de progresser légèrement au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (+ 0,1 % par trimestre).

Dans ce contexte, au niveau régional, seuls 14 % entreprises interrogées lors de la dernière enquête des CCI de Rhône-Alpes anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, tandis que 34 % des TPE-PME prévoient une baisse d'activité. Le solde d'opinion se situe à un niveau relativement bas (- 20 points) et souligne un manque de confiance des chefs d'entreprise dans le climat économique actuel.

Quel est votre ressenti sur la situation économique générale (en %) ?



Source : CCI Rhône-Alpes, janvier 2013.

Sur le front de l'emploi, peu de changements sont à espérer à court terme : sept entreprises sur dix anticipent un maintien de leur effectif salarié début 2013. Dans le même temps, respectivement 45 % et 65 % des entrepreneurs ne comptent pas recourir aux heures supplémentaires et à l'intérim.

Enfin, les entreprises qui rencontrent des difficultés de trésorerie mettent en avant le retard de règlement des clients et la réduction de leur marge. En ce sens, le **rétablissement du taux de marge** des entreprises leur permettrait de dégager des capacités d'autofinancement suffisantes pour engager les investissements nécessaires afin de **réorienter l'offre vers une compétitivité hors coût**.

